

Reynders envisage de reconquérir la tête du MR

■ Il y a des élections au MR en 2015 : un retour de Reynders est possible.

Ça bouillonne au MR... De nombreux mandataires sont pendus aux lèvres pour l'instant immobiles de Charles Michel. Alors, il devient Premier ministre ou pas ? Le bureau du parti ne s'est plus réuni depuis début septembre et les élus libéraux se sentent en manque d'informations de première main. Sur les négociations "suédoises" bien sûr, mais surtout sur le choix fondamental que doit effectuer le président du MR.

Charles Michel a envie de devenir Premier ministre, il en a la possibilité politique et la légitimité comme coformateur et patron des libéraux francophones. Mais il faudrait qu'il se déclare officiellement, affirment plusieurs pointures du parti. Car, en effet, si Charles Michel succède bien à Elio

Di Rupo au 16, rue de la Loi, la question du rôle futur de Didier Reynders se posera.

Et Didier Reynders envisage parmi d'autres scénarios de déposer sa candidature aux élections internes du parti. En effet, que Charles Michel devienne Premier ministre ou

non, le poste de président du MR sera remis en jeu en février 2015 (les actes de candidatures doivent être déposés pour décembre 2014). Si Charles Michel, part au "16", il devra renoncer à la présidence et désigner un "faisant fonction" pour terminer son mandat à la tête du parti (Chastel, dit-on). Mais ce suppléant ne pourrait pas faire le poids lors du scrutin interne de février face à l'actuel vice-Premier MR.

Pourquoi Didier Reynders est-il tenté de reprendre la tête du parti

après en avoir été délogé par Charles Michel en 2011 ? D'abord, justement, car il en avait été chassé suite à la fronde du clan Renaissance, emmené par Charles Michel... Ce serait une revanche. Par ailleurs, diriger le parti permettrait à Didier Reynders de jouer un rôle de premier plan chez les libéraux plutôt que d'être cantonné au gouvernement fédéral (il y est depuis quinze ans) sous les ordres d'un chef de file gouvernemental MR autre que lui-même (Charles Michel, donc)...

Au sein du MR, plusieurs mandataires estiment que cette division des rôles serait idéale : Charles, d'un côté, comme superleader de la coali-

tion fédérale de centre droit qu'il aura mise sur pied comme informateur puis comme coformateur et, de l'autre côté, l'autre poids lourd des réformateurs, Didier Reynders, à la tête de l'avenue de la Toison d'Or (l'adresse du QG du parti).

Crainte de municipalistes MR

Cette nouvelle distribution des fonctions donnerait au MR une excellente force de frappe en vue des élections locales de 2018 : certains élus locaux libéraux s'inquiètent de la contestation sociale qui pourrait agiter (et qui agite déjà) la rue contre certaines mesures "de droite" du futur exécutif "suédois", ils ont peur d'être les premiers à en payer le prix dans les urnes.

Plus généralement, l'isolement politique actuel du MR côté francophone leur fait également peur : et si le PS et le CDH, allié selon les circonstances au FDF, tentaient de former des majorités communales et provinciales semblables aux gouvernements wallon et bruxellois ? Le MR serait dehors partout en 2018, sauf au fédéral pour peu que la "suédoise" tienne le coup jusque-là... Didier Reynders comme président de parti, ce serait aussi, affirme-t-on, la garantie d'avoir un premier couteau libéral à l'avant-scène pour attaquer les gouvernements régionaux dont les libéraux ont été privés.

Vers un deal Michel/Reynders ?

Evidemment, face à la possibilité d'un come-back "présidentiel" de Didier Reynders, Charles Michel pourrait être tenté de négocier avec lui, préventivement, afin d'éviter un acte de candidature de sa part aux élections

internes. Pour l'actuel coformateur libéral, le risque de tout perdre au final est grand dans ce cas : s'il prend le "16" et que la majorité MR/CD&V/N-VA/Open VLD chute, il n'aura pas de base de repli. L'appareil de parti aura été repris en main par les "reyn-dersiens" entre-temps... Donc, Charles Michel pourrait vouloir faire un deal : pas de candidature de Didier Reynders contre la garantie, par exemple, de le nommer au prochain poste international de prestige qui tomberait dans l'escarcelle de la Belgique (ce n'est pas pour tout de suite).

Frédéric Chardon

Un retour de Reynders donnerait au MR une excellente force de frappe en vue des élections locales de 2018